

Le système fiscal français est-il redistributif ou « régressif » ?

Etayant les observations d'Henri Sterdyniak, des travaux de l'Insee confirment que le système fiscal français est fortement redistributif pour peu qu'on tienne compte des transferts monétaires ou en nature.



Par FRANÇOIS GEEROLF

Economiste au département des Etudes de l'OFCE

Le débat sur la « taxe Zucman » a pu parfois donner à penser que le système fiscal français serait globalement régressif, c'est-à-dire que le taux d'imposition des ménages diminuerait à mesure que l'on grimpe dans l'échelle des revenus. Si une régressivité existe bien tout en haut de la distribution des revenus, elle ne concerne qu'une fraction infime de la population. Pour l'immense majorité, le système français demeure bel et bien progressif, et même fortement.

L'idée d'une fiscalité hexagonale « régressive » n'est pas nouvelle. Elle remonte aux travaux de Camille Landais, Thomas Piketty et Emmanuel Saez, auteurs de *Pour une révolution fiscale* (Seuil) en 2011. Selon la quatrième de couverture, cet ouvrage démontrait « *scientifiquement pour la première fois le caractère régressif de l'impôt en France* ». Mais dès sa parution, l'économiste Henri Sterdyniak avait pointé de sérieux

problèmes de méthode. Le principal biais provenait du calcul même du « taux d'imposition » : les prestations sociales (allocations logement, aides familiales...) étaient comptées comme des revenus imposables, mais pas dans le revenu de référence ^[1]. Résultat : plus un ménage recevait de prestations, plus son taux « d'imposition » semblait élevé !

Henri Sterdyniak rappelait également qu'on ne pouvait dissocier impôts et transferts : les premiers financent les seconds, et ce n'est qu'en les considérant ensemble qu'on mesure la redistribution réelle. Une fois cette interaction prise en compte, les ménages modestes apparaissent évidemment bénéficiaires nets du système, et non contributeurs. Les auteurs avaient alors répliqué que ces transferts ne représentaient qu'une faible part de la dépense publique et que, sur l'ensemble, le résultat restait incertain ^[2].

QUAND L'INSEE REFAIT LES COMPTES

La position d'Henri Sterdyniak a depuis été appuyée par les travaux de statisticiens de l'Insee ^[3] qui ont réalisé l'exercice complet : intégrer non seulement les prélèvements obligatoires et les transferts monétaires, mais aussi toutes les dépenses publiques, qu'il s'agisse d'éducation ou de santé. Le résultat est sans ambiguïté : le système français est fortement redistributif.

La différence est spectaculaire. Si l'on considère uniquement les prélèvements obligatoires, les 10 % les plus pauvres semblent être soumis à un « taux d'imposition » de 68 %, contre 54 % pour les 10 % les plus riches – d'où la fameuse impression d'un système régressif. Mais dès qu'on intègre les transferts, le paysage s'inverse : les 10 % les plus pauvres reçoivent en moyenne 1,7 fois leur revenu sous forme de prestations,

127 x 73

Terreur

soit un « taux d'imposition » de - 171 % ; les 10 % les plus riches, eux, contribuent à hauteur de 35 % de leur revenu.

Cette « redistribution élargie » réduit fortement les inégalités. L'indice de Gini*, qui mesure leur intensité, passe de 0,38 pour le revenu primaire (avant impôts et transferts) à 0,29 après redistribution monétaire, puis à seulement 0,18 lorsqu'on inclut les transferts en nature (santé, éducation, etc.). Ces transferts en nature représentent à eux seuls une baisse de 0,12 du coefficient : c'est considérable.

IMPÔTS ET TRANSFERTS : UN COUPLE INDISSOCIABLE

Analyser la fiscalité sans tenir compte des contreparties sociales conduit à des contresens. Ainsi, financée par une cotisation déplafonnée proportionnelle sur les salaires, l'assurance maladie peut sembler régressive si on ne regarde que le prélèvement (puisque les revenus du capital en sont exonérés). Mais dès lors qu'on intègre les remboursements de soins, le système redevient progressif, les plus modestes bénéficiant davantage de ces services en pourcentage de leur revenu.

Même raisonnement pour la retraite par répartition : les très hauts revenus cessent de cotiser au-delà d'un plafond (autour de 25 000 euros par mois), mais touchent aussi une pension plafonnée. En première approximation, le système est donc globalement neutre, non régressif. Par ailleurs, l'idée implicite d'étatiser la Sécurité sociale pour en faire un instrument purement fiscal conduirait probablement à affaiblir le rôle des partenaires sociaux et des syndicats, piliers historiques du modèle hexagonal.

ÉLARGIR LA « REDISTRIBUTION ÉLARGIE » ?

Le système français est plus redistributif encore, car la « redistribution élargie » de l'Insee ne couvre pas tout ! Elle omet d'abord des dispositifs locaux essentiels : tarifs progressifs des

0,12

C'EST LA BAISSÉ DU COEFFICIENT DE GINI DUE AUX TRANSFERTS EN NATURE (SANTÉ, ÉDUCATION).

cantines scolaires, centres de loisirs, conservatoires municipaux. Ces politiques tarifaires, décidées par les communes, les départements ou les régions participent pourtant directement à la redistribution. L'Insee considère qu'elles n'entrent pas dans le champ de la redistribution élargie car elles correspondent à de la consommation privée. Pourtant, elles traduisent bien un effort redistributif réel. Elle omet aussi les barèmes nationaux encadrant par exemple les tarifs de crèche, qui imposent une

forte progressivité, et conditionnent le versement des aides publiques. Les intégrer pleinement à la « redistribution élargie » serait à la fois justifié et faisable à court terme^[4].

L'objectif affiché par la « taxe Zucman » – faire contribuer les ultra-riches dont les fortunes ont grandi avec la mondialisation et dont l'influence médiatique peut inquiéter – est totalement défendable. Mais sa défense ne peut reposer sur un diagnostic erroné : non, le système fiscal français n'est pas globalement régressif. Il est exact qu'au sommet de la pyramide, pour les

ménages « centimillionnaires » et « milliardaires » détenant une grande partie du capital, la part des prélèvements obligatoires versés rapportée à leur « revenu économique » est inférieure à celle des millionnaires (le top 0,1 %), comme le montre une étude de l'Institut des politiques publiques (IPP) publiée en juin 2023. Ce point mérite débat et correction – même si cela suppose d'intégrer aux revenus de ces ménages non seulement leurs revenus fiscaux, mais aussi les profits non distribués des entreprises dans lesquelles ils ont une participation importante. Il n'en reste pas moins vrai que la France demeure l'un des pays où la redistribution est l'une des plus fortes au monde.

Plutôt que de caricaturer un modèle social dont l'efficacité redistributive est prouvée, mieux vaudrait en préserver la réussite, par exemple en défendant les services publics : notre système est largement progressif, en grande partie grâce à eux, et c'est une bonne nouvelle ! 🇫🇷

* **Indice de Gini** : indicateur synthétique permettant de rendre compte du niveau d'inégalité pour une variable et sur une population donnée. Il varie entre 0 (égalité parfaite) et 1 (inégalité extrême). Entre 0 et 1, l'inégalité est d'autant plus forte que l'indice de Gini est élevé.

[1] Le revenu de référence est le revenu utilisé pour le dénominateur du taux d'imposition. Les auteurs ont rapporté les impôts payés, y compris sur les prestations, au revenu primaire qui, quant à lui, n'inclut pas les prestations.

[2] L'article d'Henri Sterdyniak est disponible en ligne sur le site de la Revue de l'OFCE : (cutt.ly/yrthegg1). Tout comme le commentaire des trois auteurs (cutt.ly/Wtrhre1y), le passage étant mentionné page 149.

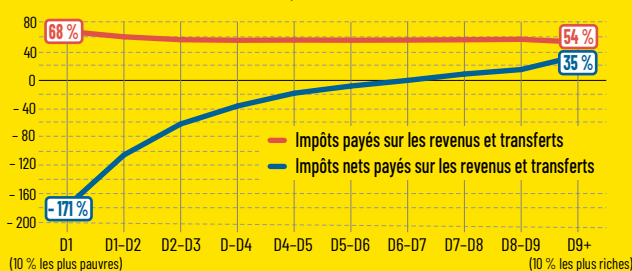
[3] Voir par exemple « Revenus et patrimoine des ménages. Edition 2021 », Insee références, mai 2021.

[4] Pour les tarifs locaux, il faudrait cependant un effort plus considérable de collecte d'informations.

LES TRANSFERTS, PUISSANT OUTIL DE REDISTRIBUTION

Impôts et impôts nets payés sur les revenus et les transferts, en % du revenu avant transferts

Source : Insee, Comptes nationaux distribués 2018



Lecture : si l'on rapporte les impôts payés par les ménages à leurs revenus et aux transferts sociaux qu'ils touchent (courbe rouge), le système fiscal français apparaît régressif, c'est-à-dire que le taux d'imposition semble baisser à mesure que l'on grimpe dans l'échelle des revenus. Mais si on déduit de ces impôts les transferts monétaires ou en nature comme la santé et l'éducation reçus par les ménages (courbe bleue), le système devient alors très fortement progressif.